Surveillance des réseaux sociaux

Protection de l'espace humanitaire au Burkina Faso
juillet-septembre 2024

Afin de soutenir le travail humanitaire dans la région du Sahel, Insecurity Insight effectue une veille permanente des réseaux sociaux pour comprendre les perceptions et les principales préoccupations concernant la réponse de l'aide au Burkina Faso, dans le but de contribuer au développement des stratégies de communication et de gestion des risques de sécurité des agences d'aide en réponse au sentiment de la communauté.

Synthèse

Au Burkina Faso, les mentions des organisations humanitaires sur les réseaux sociaux ont été moins fréquentes entre juillet et septembre 2024 qu'entre avril et juin. Toutefois, bien que le nombre de mentions ait diminué, la proportion de contenus négatifs a augmenté, tandis que les sentiments positifs ont été moins souvent exprimés par rapport à la période d'avril à juin.

Les discussions autour des agences de l'ONU et de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), les 22 et 23 septembre 2024, ont généré le plus grand volume de messages (36) et de commentaires (121). Les publications sur l'AGNU et les autres agences de l'ONU, diffusées par les représentants du Burkina Faso à l'ONU ou au sein de ses agences, étaient généralement positives. Cela montre comment l'accès des représentants locaux aux événements internationaux en lien avec l'aide humanitaire influence les opinions sur les questions internationales liées à l'ONU et à l'aide humanitaire dans l'espace numérique burkinabè.

Le 23 juillet, une vidéo montrant des membres du groupe JNIM utilisant un appareil à ultrasons, volé au bureau de Médecins Sans Frontières (MSF) à Djibo après une attaque survenue le 17 juillet, a atteint environ 26 200 utilisateurs de réseaux sociaux. Cette vidéo a généré 254 interactions et suscité des accusations selon lesquelles MSF soutiendrait le "terrorisme". Les discours autour des attaques contre MSF rappellent les accusations similaires formulées en mars 2023 après le meurtre de membres de son personnel, soulignant ainsi la récurrence de ces fausses allégations à chaque acte de violence ciblant les agences humanitaires. (Voir la section "Méthodologie et limites" pour les définitions des termes "post" et "commentaire").

L'un des comptes de réseaux sociaux les plus influents, qui diffuse de la désinformation ou incite à la haine envers les agences d'aide, est géré depuis l'extérieur du Burkina Faso, mais ses contenus sont commentés par des utilisateurs dont l'adresse IP est localisée au Burkina Faso. Un nouveau compte, ayant peu d'abonnés pour l'instant, a également été créé par une personne se présentant comme un employé mécontent de l'ONU.

Au Burkina Faso, les contenus négatifs à l'encontre des agences d'aide tendent à mentionner des organisations spécifiques, ce qui contraste avec les autres pays de la région où les critiques sont souvent plus générales, visant l'aide humanitaire en tant que concept sans cibler d'agence en particulier.

Les organisations humanitaires dans la sphère des réseaux sociaux au Burkina Faso

Comme au trimestre précédent, les organisations internationales d'aide ont reçu plus d'attention sur les réseaux sociaux que les organisations d'aide locales du Burkina Faso. De juillet à septembre 2024, au moins 31 organisations liées à l'aide opérant ou présentes au Burkina Faso ont été mentionnées dans 109 messages publics sur Facebook et X (anciennement Twitter), dont 29 étaient des organisations internationales et seulement deux faisaient référence à des organisations burkinabé (voir Figure 2). Ces organisations internationales comprenaient 15 organisations d'aide ou de développement, neuf organisations humanitaires, quatre organisations de l'ONU et un bailleur de fonds.

Les messages publics concernant les organisations humanitaires proviennent principalement de Facebook (81 %), le reste provenant de X.

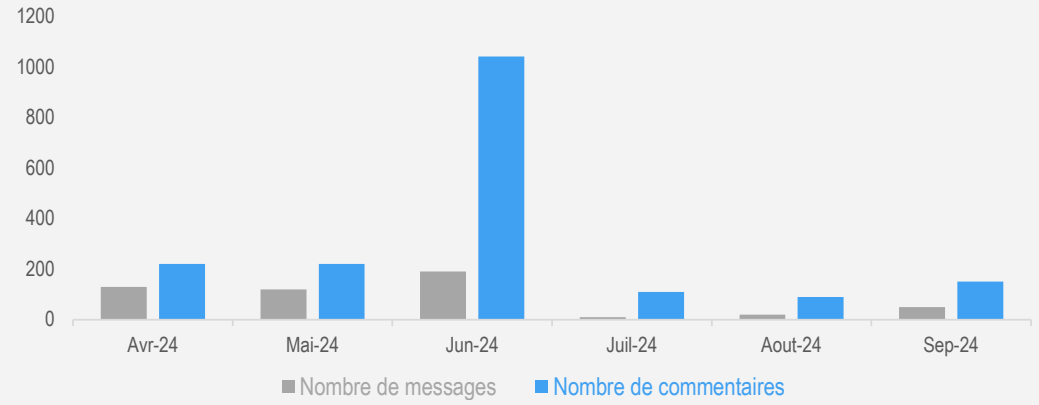
Les médias édités du Burkina Faso distribués via les réseaux sociaux ont été la principale source de contenu lié aux agences d'aide, représentant 58% des messages (voir figure 3).

Les comptes de réseaux sociaux liés à des organisations ou à des réseaux opérant dans le secteur de l'aide ou le secteur civil constituaient la deuxième source la plus importante de contenu lié aux agences d'aide, représentant environ 18 % des messages.[1]

Les autres sources, y compris les autorités locales, les donateurs, les influenceurs, etc., représentent 24 % du contenu.

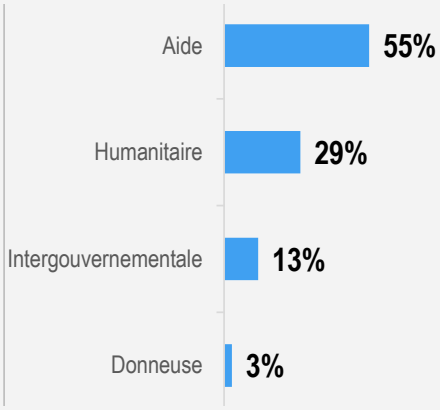
Entre juillet et septembre 2024, les publications mentionnant des organisations d'aide humanitaire spécifiques au Burkina Faso ont atteint plus de 1,8 million de personnes, avec une moyenne de 16 400 vues par publication. De plus, ces publications ont généré près de 12 480 interactions sous forme de commentaires, de partages et de réactions emoji, soit une moyenne d'environ 116 engagements par publication.

Figure 1 : Nombre de messages et de commentaires liés à l'aide identifiés au Burkina Faso, avril-septembre 2024



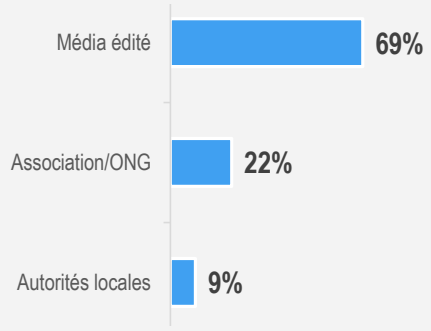
Source: Insecurity Insight

Figure 2 : Nombre d'organisations dont il est question sur les réseaux sociaux publics, par type (humanitaire, intergouvernemental, aide et donateur)



Source: Insecurity Insight

Figure 3 : Source des messages sur les réseaux sociaux faisant référence aux organisations humanitaires opérant au Burkina Faso (%)



Source: Insecurity Insight

Les données en un coup d'œil

Au troisième trimestre 2024 (juillet-septembre), 31 organisations internationales liées à l'aide ont été mentionnées dans 109 publications publiques sur Facebook et X (anciennement Twitter) au Burkina Faso, contre 358 mentions au premier trimestre 2024. Parmi ces 31 organisations, on compte 15 organisations internationales d'aide ou de développement, deux organisations locales d'aide ou de développement, neuf organisations humanitaires internationales, quatre agences des Nations Unies, et un bailleur de fonds international.

Les sources des messages publiés sur les réseaux sociaux sont très similaires à celles du deuxième trimestre (avril-juin). Facebook a représenté 81 % des publications entre juillet et septembre, tandis que X en représentait le reste. Les médias locaux édités ont été la principale source de contenu, contribuant à hauteur de 58 %, suivis des comptes des réseaux d'aide ou du secteur civil (18 %), des autorités locales (7 %), et d'autres sources (17 %).

Ces publications ont atteint environ 1,8 million de personnes, avec une moyenne de 16 400 vues par publication, générant près de 12 480 engagements. Contrairement au trimestre avril-juin, où l'analyse des sentiments n'avait identifié aucun message négatif et où 64 % des publications contenaient un contenu positif à l'égard des organisations d'aide, au troisième trimestre 2024, seulement 23 % des contenus ont été classés comme positifs, tandis que 3 % contenaient des messages négatifs à leur égard.

Ces 109 publications ont suscité 335 commentaires sur les plateformes de réseaux sociaux, un taux similaire à celui du deuxième trimestre, soit un peu plus de trois commentaires en moyenne par publication. Quinze pour cent de ces commentaires exprimaient des sentiments négatifs, souvent nourris par la méfiance et la désinformation. Ces commentaires associent fréquemment les organisations d'aide au terrorisme, à la corruption et à la dépendance, soulignant l'importance pour ces organisations de lutter contre la désinformation afin de garantir la sécurité et l'efficacité de leurs opérations au Burkina Faso et dans la région.

Les publications contenant des informations erronées, de la désinformation et des discours de haine à l'encontre des ONG semblent principalement diffusés par des utilisateurs ayant des opinions pro-militaires et pro-Alliance des États du Sahel. Durant la période étudiée, 62 % de ces utilisateurs ont également partagé des contenus relatifs aux dirigeants militaires du Burkina Faso et à des préoccupations géopolitiques plus larges.

Opinions, désinformation et discours de haine

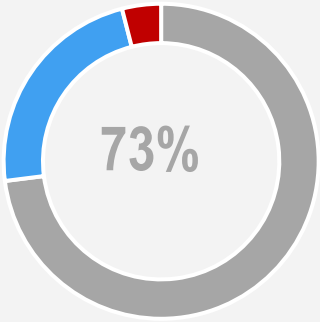
De juillet à septembre 2024, la majorité des messages publics sur les réseaux sociaux mentionnant des organisations d'aide spécifiques au Burkina Faso étaient de nature neutre (73 %), tandis que près d'un quart (23 %) relataient des histoires positives, et 3 % exprimaient un sentiment négatif (voir Figure 4). En comparaison, au cours du trimestre précédent, 64 % des messages identifiés contenaient un contenu positif et aucun contenu négatif n'avait été relevé. Comme au deuxième trimestre, la majorité des contenus publiés par les médias locaux édités entre juillet et septembre (89 % des posts) décrivaient les activités des organisations humanitaires de manière neutre, en se limitant aux faits, tandis que le reste était présenté de manière positive.

Les publications partagées par les agences d'aide et les organisations de la société civile (représentant 18 % des messages totaux) au cours du troisième trimestre mettaient en avant les activités d'aide de manière positive (48 % des messages) ou neutre (52 %), en fournissant des informations sur les partenariats et les programmes

en cours. Les messages négatifs, quant à eux, ont tous été publiés sur X par des individus non affiliés à une organisation ou à un média. Parmi eux, deux citaient spécifiquement une agence d'aide, tandis que les deux autres formulaient des critiques générales et des accusations infondées contre le secteur de l'aide.

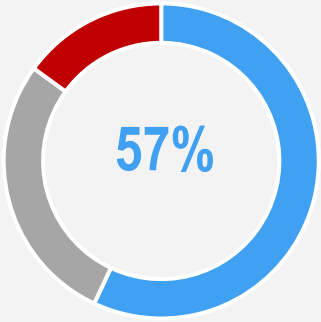
Entre juillet et septembre, un total de 335 commentaires relatifs à l'aide ont été rédigés en réponse à ces publications (excluant les commentaires non liés à ces organisations). La majorité de ces commentaires exprimait des sentiments positifs (56 %) ou neutres (28 %). Toutefois, 51 commentaires, soit 15 % du total, exprimaient des sentiments négatifs, en hausse par rapport aux 9 % enregistrés au deuxième trimestre (voir Figure 5). La plupart de ces commentaires négatifs étaient associés à des articles neutres (17 sur 19), tandis que les deux autres étaient répartis entre un article positif et un article négatif.

Figure 4 : Sentiments exprimés dans les messages individuels sur (%)



Neutre Positif Négatif
Source: Insecurity Insight

Figure 5 : Sentiments exprimés dans les commentaires individuels sur (%)



Neutre Positif Négatif
Source: Insecurity Insight

Les sentiments négatifs exprimés dans ces commentaires concernaient 14 organisations liées à l'aide : un donateur, cinq organisations intergouvernementales, quatre organisations humanitaires et quatre organisations d'aide ou de développement. Plusieurs cas de sentiments négatifs à l'égard du secteur de l'aide dans son ensemble (c'est-à-dire faisant référence aux "ONG" en termes généraux plutôt qu'à des organisations spécifiques liées à l'aide) ont également été détectés. Cependant, comme nous l'avons vu dans cette section, les organisations d'aide individuelles ont été ciblées plus fréquemment.

Les sentiments négatifs à l'égard des organisations d'aide ont généralement pris deux formes :

- la désinformation, la mésinformation et les discours de haine (MDH) ; et
- les opinions défavorables ou critiques.

1. La mésinformation

Ces commentaires diffusent des informations erronées, mais probablement sans intention malveillante. Ils reflètent une incompréhension générale ou un manque de connaissance des principes humanitaires, ainsi que des objectifs et des buts des organisations d'aide. Il s'agit notamment de soupçons sur l'aide étrangère et ses effets négatifs potentiels, sans preuve, et d'affirmations erronées sur les effets néfastes des vaccins périmés sur les enfants.

- *"We don't know the real purpose of these donations. It could be catastrophic in the long term, which is why strict monitoring is necessary to avoid harming the people in the future."*[2]

- *"Spare our children from your expired vaccines!!!"* [3]

Ces commentaires reflètent une méfiance et une incompréhension à l'égard des vaccins, des dons et du rôle de l'aide étrangère. Même s'ils n'ont pas l'intention de nuire, ils diffusent des informations erronées susceptibles d'éroder la confiance du public dans ces organisations.

2. La désinformation

Ces commentaires diffusent délibérément de fausses informations dans le but de tromper ou de nuire à autrui. Ils incluent notamment des allégations mensongères visant à discréditer les professionnels de la santé et les travailleurs humanitaires, ainsi que des déclarations fallacieuses présentant les ONG internationales comme des espions ou des complices du terrorisme. Ces actions portent atteinte à leur réputation, suscitent la méfiance et dénaturent l'objectif du travail humanitaire.

- *"Doctors are terrorist accomplices."* [4]
- *"The NGOs, especially from these countries, are spies, trainers, and suppliers for terrorists, period."* [5]

Ces commentaires sont délibérément trompeurs et cherchent à nuire à la réputation des travailleurs humanitaires en les accusant d'activités criminelles ou de soutien au terrorisme. De telles accusations constituent une menace sérieuse pour les opérations des organisations et la sécurité de leur personnel. Les fausses allégations d'implication dans le terrorisme, les allégations d'aide inutile et les accusations de criminalité peuvent éroder la confiance du public et mettre en danger à la fois la mission et le personnel de ces organisations.

3. Discours de haine

Ces commentaires contiennent des propos qui encouragent la discrimination à l'encontre de groupes ou d'individus particuliers, incitent à la violence ou à la haine, y compris des commentaires qui incitent à la haine sur la base de l'identité raciale ou nationale, qui prétendent que les organisations d'aide soutiennent le terrorisme, qui incitent à la violence et qui utilisent un langage désobligeant.

- *"They believe that we the Africans & Arabs & Asians are less intelligent than them."*
- *"Sooner or later, you will all be burned, you cursed imperialists."*[6]
- *"We don't want NGOs involved in our internal affairs. They are the sponsors of the terrorists."* [7]

Ces commentaires utilisent un langage qui sème la discorde et des accusations infondées pour attiser l'hostilité à l'égard des travailleurs humanitaires et des entités étrangères. Ils sont particulièrement dangereux car ils peuvent provoquer des violences réelles et mettre en péril la sécurité du personnel humanitaire. En utilisant des insultes raciales ou nationales, des affirmations xénophobes et en incitant à la haine, ces remarques créent un environnement hostile qui sape le travail critique de ces organisations.

MDH à la suite de l'attaque d'un centre MSF

Le 26 novembre 2023, des militants du Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) ont lancé des attaques simultanées contre un camp de personnes déplacées, une base militaire et des positions des Volontaires pour la défense de la patrie situées autour de la ville de Djibo, dans la province du Soum, au Burkina Faso.

Le 17 juillet 2024, toujours dans la ville de Djibo, un bureau de MSF a été la cible de tirs répétés lors d'une attaque. Le centre médical soutenu par MSF a été vandalisé et deux sites de distribution d'eau ont été détruits.[8]

Des groupes armés ont volé du matériel lors des deux attaques. Cependant, six jours après l'attaque du 17 juillet, une vidéo a fait surface sur X (voir le post à gauche), décrivant des "terroristes" utilisant un appareil à ultrasons, qui aurait été pris dans le bureau de MSF à Djibo lors de l'attaque. Selon France24, le message montre des membres du JNIM, tandis que MSF, dans sa communication, fait référence à un "groupe armé inconnu". Le message faisant référence à des terroristes a atteint environ 26 200 utilisateurs de réseaux sociaux et a généré 254 actions d'engagement, y compris des cas de MDH .



Plusieurs commentaires ont directement exagéré ou mal interprété la situation, accusant MSF de travailler avec des terroristes ou de les approvisionner intentionnellement :

- *"Médecins sans frontières est un complice des terroristes."*[9]
- *"Ils achètent des armes pour les donner à des groupes terroristes criminels."*[10]
- *"Ils utilisent l'argent des contribuables pour acheter des équipements qui finissent chez les terroristes."*[11]

Ces commentaires insinuent à tort que MSF collabore directement avec des terroristes en leur fournissant du matériel ou des fonds. Ce type de désinformation ne se contente pas de nuire à la réputation de MSF, il met également en danger la vie des travailleurs humanitaires en sapant la confiance indispensable à leur sécurité dans les zones de conflit.

Certains commentaires ont dégénéré et ont exprimé des menaces violentes et des sentiments racistes ou xénophobes :

- *"Il n'y a pas beaucoup de différence entre vous et les terroristes, vous n'êtes qu'une bande d'apatrides."*[12]

- *Vous êtes la source des "fake news". Vous êtes vous-même un terroriste."*[13]

Les termes utilisés, tels que "impérialistes" et "terroristes", sont extrêmement chargés émotionnellement et incendiaires, et visent à déshumaniser les travailleurs humanitaires et à inciter potentiellement à la violence à leur encontre.

Le 2 septembre 2024, un chauffeur travaillant pour MSF a été tué par les forces burkinabés dans la ville de Djibo, sur la base d'accusations de collaboration de MSF avec des militants du JNIM. Les incidents ou les motifs allégués n'ont pas pu être vérifiés de manière indépendante, et l'on ne sait pas non plus s'il y aurait un lien avec les fausses allégations largement répandues sur les réseaux sociaux selon lesquelles MSF " soutient des terroristes ".

D'autres commentaires reflètent une frustration et une déception générales à l'égard des organisations d'aide étrangère, qu'ils considèrent comme inefficaces, voire nuisibles :

- *"Pendant vos dix années de terrorisme, vous n'avez pas construit d'hôpitaux capables de soigner les malades de la région ?"*[14]

Ces remarques reflètent une désillusion envers MSF et d'autres groupes d'aide, s'inscrivant dans un climat plus large de mécontentement vis-à-vis de l'implication étrangère, ce qui pourrait renforcer un sentiment anti-ONG plus généralisé dans la région.

De telles allégations et l'utilisation d'un langage haineux à l'encontre de MSF rappellent des incidents antérieurs. Par exemple, l'analyse par Insecurity Insight des réactions sur les réseaux sociaux après l'attaque du 26 novembre 2023 et un cas similaire le 8 février 2023 a révélé que les utilisateurs pensaient que MSF aidait intentionnellement des terroristes ou agissait pour le compte d'États occidentaux. Cela montre comment des récits spécifiques sur les acteurs de l'aide persistent sur les réseaux sociaux pendant de longues périodes, mais ne refont surface qu'à intervalles réguliers, lorsqu'un incident déclenche une réaction similaire.

Le 22 octobre, MSF a annoncé son retrait de certaines régions du Burkina Faso en raison de l'escalade de l'insécurité et des menaces qui pèsent sur son personnel. L'organisation a exprimé sa profonde inquiétude face à la violence croissante, en particulier dans les régions du nord et de l'est du pays, qui rend de plus en plus difficile l'acheminement de l'aide médicale. Cette décision intervient alors que le Burkina Faso continue de faire face à une crise humanitaire qui s'aggrave, exacerbée par les attaques contre le personnel et les structures de santé. MSF a souligné qu'en l'absence de garanties de sécurité pour son personnel, le maintien des opérations dans ces zones touchées par le conflit est devenu intenable. Les discussions sur les réseaux sociaux liées à la décision de se retirer seront incluses dans la prochaine mise à jour couvrant la période d'octobre à décembre 2024.

"Pendant vos dix années de terrorisme, vous n'avez pas construit d'hôpitaux capables de soigner les malades de la région ?

4. Opinions défavorables

Bien que négatifs dans leur perspective, les avis défavorables ne sont pas dangereux ou problématiques en eux-mêmes et peuvent éventuellement être considérés comme une forme de retour d'information pour le secteur de l'aide par rapport à d'autres commentaires classés comme MDH, qui constituent une menace directe pour la sécurité continue des organisations et l'accès aux bénéficiaires. Les critiques de ce type expriment une opposition aux projets d'égalité entre les hommes et les femmes et un mécontentement à l'égard de certaines activités liées à l'aide, ce qui suggère que les agences d'aide devraient soigneusement établir les priorités de leurs programmes.

- *"Les Occidentaux ont commencé par promouvoir l'égalité .... Ce ne sont pas ces projets liés au genre qui permettront le développement d'une nation, mais plutôt l'engagement conjoint de fils et de filles méritants".*[15]

- *"Activités pathétiques !!!! Nous gardons un œil sur la situation. Il y a des priorités plus importantes que cela !!!!"*[16]

Réactions mitigées autour des organisations de l'ONU

Le sentiment autour de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) et des entités de l'ONU a révélé un mélange d'engagements neutres, négatifs et positifs, illustrant l'impact des événements et processus internationaux sur les perceptions locales des opérations d'aide. Deux médias locaux et deux influenceurs régionaux ont publié des contenus mettant en avant les missions et l'impact des agences de l'ONU et de l'AGNU, suscitant des réactions très positives. Par exemple, un influenceur de la délégation du Burkina Faso à l'ONU a partagé deux publications sur l'AGNU, qui ont toutes reçu des réactions exclusivement positives. De même, une plateforme médiatique a mis en lumière le travail de cet influenceur à l'AGNU, obtenant 100 % de commentaires favorables. Un autre influenceur régional, ambassadeur de l'UNICEF, a également publié un message sur le rôle de l'organisation, recevant uniquement des commentaires positifs. Cela démontre que lorsque les influenceurs burkinabè s'engagent de manière positive avec les organisations de l'ONU, ils peuvent influencer significativement l'opinion publique et renforcer la confiance dans ces institutions. Cela souligne l'importance de permettre aux représentants du Burkina Faso d'assister et de participer activement aux processus de l'ONU.

Toutefois, certains commentaires expriment des sentiments négatifs ou neutres à l'égard des agences de l'ONU. Par exemple :

- "Soyez vigilants à l'égard de tout ce qui vient des Nations Unies."[17]

- "Je suis sûr que les agences de l'ONU nous prennent pour des animaux, parce qu'elles ne nous répondent pas.

Sur les 42 messages mentionnant l'ONU ou ses agences, 21 % ont exprimé un sentiment positif, 74 % un sentiment neutre et 5 % un sentiment négatif. Ces messages ont généré 155 commentaires, dont 80 % étaient positifs, soulignant le rôle influent que jouent les médias édités et les influenceurs régionaux des réseaux sociaux pour façonner les perceptions du public et favoriser le soutien au travail de l'ONU.

Ces commentaires reflètent la frustration ou l'insatisfaction à l'égard des actions ou de l'orientation des travailleurs humanitaires. Bien que négatifs, ils ne sont pas nuisibles ou menaçants et peuvent être considérés comme un retour d'information ou une critique plutôt que comme un discours dangereux. Ils fournissent un retour d'information critique sur les priorités des projets, les programmes d'égalité entre les hommes et les femmes et le mécontentement général à l'égard du travail et des activités liés à l'aide.

La différence entre les messages contenant des MDH et les opinions défavorables peut également être observée dans les caractéristiques des différents profils de réseaux sociaux. Les utilisateurs qui ont publié des opinions défavorables sur les organisations d'aide ont tendance à avoir des posts plus diversifiés dans leur fil d'actualité sur les styles de vie, les sports, etc., ce qui indique qu'ils n'essaient pas nécessairement de diffuser des MDH et d'influencer l'opinion de manière délibérée. Les données suggèrent également qu'ils publient plus d'informations personnelles (état civil, profession, etc.) que les huit comptes analysés pour MDH (voir plus de détails dans la section sur la "Portée des profils de réseaux sociaux", ci-dessous).

Portée des profils de réseaux sociaux

Parmi les huit profils de réseaux sociaux analysés ayant publié des messages de désinformation et de haine (MDH) sur les agences de l'ONU et les organisations d'aide, sept ont exprimé des sentiments négatifs à l’égard de ces entités, certains ciblant des organisations d’aide spécifiques. Tous ces comptes publiaient principalement des contenus à caractère politique et militaire. Cinq d'entre eux ont manifesté un soutien explicite au gouvernement militaire du Burkina Faso et à l’Alliance des États du Sahel. Sur ces huit utilisateurs, six étaient des hommes, tandis que les deux autres n’affichaient ni photo de profil personnelle ni nom d’utilisateur identifiable.

Les deux profils anonymes comportaient moins d’informations personnelles que les autres comptes exprimant des opinions défavorables, et ils étaient plus enclins à publier des contenus politiques. Sur les huit profils, cinq étaient basés au Burkina Faso, un aux États-Unis et un en Italie, tandis que la localisation du dernier restait inconnue. La majorité d’entre eux (sept sur huit) possédaient une audience restreinte, avec des messages et des commentaires générant généralement peu d’engagement. La plupart de ces comptes étaient actifs depuis plus de deux ans, et quatre d’entre eux n’utilisaient ni photo de profil personnelle ni nom réel, probablement en raison de la nature politique de leurs publications.

Deux de ces comptes étaient reliés à des profils externes peu fiables, promouvant notamment des activités liées au Bitcoin et de potentielles escroqueries. Trois des comptes analysés partageaient fréquemment des MDH provenant d’influenceurs régionaux plus influents, tels que Delphine Sankara, Nathalie Yamb et Ibrahima Maiga, indiquant qu’ils font partie d’un réseau plus vaste qui se contente d’amplifier du contenu existant plutôt que de générer des messages originaux.

Analyse du profil

Profil : Ibrahim Maiga **Sexe :** Homme **Plate-forme :** X **Localisation :** États-Unis **Portée :** 94 900 followers sur X et 971 000 sur Facebook **Profession :** Se décrit comme un politologue sahélien **Fréquence de publication :** Plusieurs fois par jour **Langue :** Français **Présence sur les réseaux sociaux depuis :** 2010	Bien que cette analyse ne porte généralement que sur le contenu des réseaux sociaux généré au Burkina Faso, Ibrahima Maiga a été inclus en raison de son influence significative dans la diffusion de la MDH sur les médias occidentaux et le secteur de l'aide au Burkina Faso. Ses 971 000 followers sur Facebook font de lui une voix importante dans les récits pro-gouvernementaux et anti-occidentaux. Il s'en prend régulièrement aux médias occidentaux et discrédite les organisations d'aide internationale, qu'il dépeint comme des outils d'ingérence étrangère. La portée de Maiga et son statut vérifié sur X et Facebook lui confèrent une crédibilité considérable, ce qui fait de lui une figure clé dans la formation de l'opinion publique contre l'aide étrangère et les médias occidentaux.
Profil : Mohammed Ahmed Alharazi **Sexe :** Homme **Plate-forme :** X **Lieu :** Rome, Italie **Portée :** 63 followers **Profession :** Se décrit comme un ancien employé du PAM **Fréquence de publication :** Tous les jours **Langue :** Français **Présence sur les réseaux sociaux depuis :** septembre 2023	Cet utilisateur de réseaux sociaux prétend être un ancien employé du Programme alimentaire mondial (PAM) et s'est exprimé sur son licenciement par cette organisation, affirmant qu'il était dû à son refus de s'engager dans la corruption.[18] Depuis son licenciement, qui a probablement eu lieu vers septembre 2024, il a consacré sa présence sur les réseaux sociaux à publier des MDH contre le PAM et d'autres agences de l'ONU, les accusant de corruption et de déshumanisation des populations africaines, arabes et asiatiques. Son compte, qui est actif presque quotidiennement, a une portée limitée. Ce compte a été inclus dans la présente note parce qu'il a publié des commentaires négatifs en réponse à un article du PAM sur ses activités au Burkina Faso, dans lequel il écrivait : "Je suis sûr que les agences de l'ONU et le PAM nous considèrent comme des animaux, parce qu'ils ne nous répondent pas. Aux yeux des agences de l'ONU, nous sommes moins intelligents que le personnel de l'ONU ou les dirigeants des pays européens, ils pensent que nous, les Africains, les Arabes et les Asiatiques, sommes moins intelligents que ." .

Conclusion

- Entre juillet et septembre 2024, l'activité sur les réseaux sociaux au Burkina Faso a mentionné au moins 31 organisations d'aide, dont 17 organisations de développement, neuf organisations humanitaires, quatre agences des Nations unies et un donateur. Ce chiffre est en baisse par rapport à la période d'avril à juin, bien que la proportion de contenus négatifs ait augmenté.

- Au cours des six derniers mois (avril-septembre 2024), l'utilisation des plateformes a peu évolué. Facebook demeure la plateforme la plus utilisée, représentant 81 % des messages analysés. Les médias locaux ont été la principale source de contenu lié aux organisations d'aide, générant 58 % des publications.

- Bien que cette période de suivi ait enregistré moins de publications et de commentaires que la précédente, le nombre moyen de vues par publication entre juillet et septembre 2024 s'élève à 16 449, contre 11 846 entre avril et juin 2024.

- Si les messages exprimaient principalement des sentiments positifs ou neutres, 15 % des commentaires (51 sur 335) exprimaient des opinions négatives. Certains de ces commentaires se fondaient apparemment sur des faits, tandis que d'autres présentaient des caractéristiques de désinformation ou de discours de haine (MDH). Ce pourcentage est en hausse par rapport aux 9 % enregistrés entre avril et juin 2024.

- Les critiques à l'encontre des agences d'aide se sont particulièrement concentrées sur le manque perçu d'impact réel ou durable de certaines organisations ou du secteur de l'aide en général au Burkina Faso.

- Les messages de désinformation incluaient des allégations selon lesquelles les organisations d'aide internationale seraient impliquées dans le terrorisme, en fournissant des armes et des fournitures médicales aux rebelles.

- Tous les sentiments négatifs sont souvent alimentés par une méfiance générale envers les organisations d'aide et leurs programmes. Certains utilisateurs considèrent l'aide étrangère comme un moyen de créer une dépendance, exprimant leurs soupçons quant aux véritables intentions des entités étrangères ou "occidentales".

- Il est crucial de comprendre les dynamiques de désinformation et de discours haineux pour élaborer des politiques de gestion des risques de sécurité adaptées aux agences d'aide. Les perceptions erronées concernant les intentions de ces agences peuvent devenir une menace directe pour la sécurité de leur personnel et de leurs opérations. Aborder ces problématiques est essentiel pour garantir la sécurité et l'efficacité des interventions humanitaires au Burkina Faso et dans la région.

Recommandations pour le secteur de l'aide

- Tirer parti des influenceurs locaux : Faciliter la participation des influenceurs burkinabés aux événements majeurs liés à l'aide et leur fournir un accès aux informations nécessaires pour qu'ils puissent partager des opinions éclairées avec un large public.

- Promouvoir un dialogue ouvert et des plateformes d'écoute : Mettre en place des espaces dédiés, en ligne et hors ligne, où les communautés peuvent poser des questions et exprimer leurs préoccupations sur les activités d'aide. En favorisant un dialogue ouvert, les organisations d'aide peuvent recueillir des retours d'information précieux, mieux comprendre les racines des perceptions négatives et répondre aux préoccupations en temps réel, y compris les critiques constructives ou colériques.

- Adapter les stratégies de communication au sentiment en ligne existant : Il est important de reconnaître que certains récits autour des agences d'aide et du secteur en général perdurent dans l'esprit des influenceurs sur de longues périodes et ne réapparaissent que ponctuellement. Une stratégie de communication qui néglige ces récits risque de provoquer leur résurgence répétée en ligne, amplifiant ainsi les malentendus.

Recommandations pour les agences d'aide internationale

- Favoriser les partenariats locaux pour une plus grande crédibilité : Collaborer avec des organisations locales de confiance, des groupes de la société civile et des dirigeants communautaires pour diffuser des informations exactes sur les activités d'aide. Ces partenariats peuvent contribuer à la mise en place d'un réseau de défenseurs locaux capables de dissiper les rumeurs et de promouvoir la légitimité des efforts d'aide.

Méthodologie et limites

Les données des réseaux sociaux publiquement disponibles et publiées en français relatives au travail d'aide au Burkina Faso entre juillet et septembre 2024 ont été analysées à l'aide de mots-clés associés à une liste de 165 organisations d'aide locales et internationales connues pour opérer dans le pays. Pour ce faire, Insécurité Insight a utilisé une technologie propriétaire alimentée par un outil d'intelligence artificielle pour identifier les données pertinentes sur diverses plateformes de réseaux sociaux. Les données collectées ont ensuite été analysées et les résultats présentés dans ce dossier. Pour des raisons éthiques et techniques, les données ne comprennent pas le contenu privé des réseaux sociaux. En outre, l'analyse n'inclut pas les sentiments exprimés dans des langues autres que le français et se fonde uniquement sur l'analyse du contenu écrit.

Huit comptes identifiés comme ayant publié des contenus écrits négatifs à l'égard du secteur de l'aide ont fait l'objet d'un examen plus approfondi afin de comprendre leur portée, leur audience et les sujets sur lesquels ils se concentraient. Les messages et les commentaires de ces comptes ont été analysés en fonction de critères prédéterminés examinant leur localisation géographique, leur portée, leur nombre d'abonnés, leurs sujets, leurs liens politiques et leurs indicateurs socio-économiques.

Endnotes

1 Ce chiffre n'inclut pas le contenu produit par les organisations elles-mêmes. Par exemple, si l'organisation A publié un message pour faire connaître le travail qu'elle effectue, ce message n'est pas inclus dans les données. En revanche, si l'organisation A publié un message concernant l'organisation B ou y faisant référence, ce message figure dans les données.

2 "On ne sait pas le but réel de ces dons. Ça peut être catastrophique à long terme d'où la nécessité d'un contrôle rigoureux afin de ne pas envenimer le peuple dans le futur."

3 "Épargner nos enfants de vos vaccin périmée!!!"

4 "Les médecins sont des complices terroristes."

5 "Les ONG surtout de ces pays sont des espions, formateurs, livreurs des terroristes point."

6 "Tôt ou tard vous serez tous grillés bande de maudits impérialistes."

7 "Nous voulons pas les ONG dans nos affaires internes .c'est eux les parrains des terroristes."

8 MSF I et MSF II.

9 "Les médecins sans frontières sont des complices terroristes."

10 "On achète les armes pour aller donner aux groupes criminel terroriste."

11 "Ils utilisent l'argent du contribuable pour acheter des équipements qui finissent avec les terroristes."

12 "Vous et les terrorists IL as pas trop difference, Rien que des apatrides."

13 "Toi tu la source de Fake news. Toi même tu es un terroriste."

14 "Pendant vos 10 années de terrorisme vous n'avez construit d'hôpitaux capable de prendre en charge les malades dans la région?"

15 "Les occidentaux ont commencé d'abord avec la promotion de l'égalité .... C'est pas des projets de genres qui permettront le développement d'une nation mais plutôt l'engagement commun des fils et filles méritant."

16 "Des activités minables ! !!! On veille au grain. Il y a plus prioritaire que ça ! !!!"

17 "Vigilance pour tout organe qui vient des nations unies".

18 L'emploi et le licenciement de cette personne par le PAM n'ont pas pu être vérifiés de manière indépendante. Le compte a publié plusieurs vidéos et photos montrant du personnel et du matériel du PAM.

Si vous souhaitez nous faire part de vos commentaires ou prendre contact avec nous, écrivez-nous à l'adresse suivante : info@insecurityinsight.org

Qu'est-ce que les données des réseaux sociaux ?

Les principaux composants des données des réseaux sociaux sont les *messages* et les *commentaires*. Un *message fait* référence au téléchargement d'un nouveau contenu par un compte ou une page d'utilisateur, qui apparaît à la fois sur le « mur » du compte ou de la page et sur les chronologies des abonnés. Sur X (anciennement Twitter), un message est généralement appelé « tweet ». Dans le présent document, les « publications » de Facebook et les « tweets » de X sont désignés par le terme *« posts »*.

Un *commentaire* est différent d'un message et désigne la *réponse d'un* utilisateur de réseaux sociaux à un message sous la forme d'un commentaire qui apparaît dans la section des commentaires de la plateforme de réseaux sociaux.

Outre les messages et les commentaires, les données des réseaux sociaux comprennent également divers *types d'engagement des utilisateurs* à l'égard des messages et des commentaires, par exemple sous la forme de « likes » et de « partages » (ou « reposts » sur X).

Certaines organisations, y compris les *médias édités*, les ONG, les *autorités locales*, les *acteurs politiques* et d'autres, participent à l'espace des réseaux sociaux en téléchargeant des messages ou en publiant des commentaires à différentes fins, y compris pour diffuser des informations.

L'analyse présentée dans ce document inclut également les messages et les commentaires produits par les agences d'aide.

En outre, sept profils de réseaux sociaux ayant publié des informations erronées, de la désinformation et des discours de haine (MDH) sur les organisations d'aide au Burkina Faso ont été examinés afin d'analyser les tendances des sujets auxquels ils se référaient et leur portée.

L'analyse se limite aux messages ou commentaires accessibles au public. Elle n'inclut pas les informations partagées via des plateformes de réseaux sociaux privées telles que WhatsApp ou des groupes Facebook privés. Elle se limite également aux messages écrits et n'inclut pas l'analyse des messages vidéo parlés postés sur YouTube.

Ce document traite à la fois des opinions défavorables exprimées à l'égard d'organisations d'aide individuelles ou du secteur de l'aide dans son ensemble, ainsi que de MDH.

La *mésinformation* fait référence à des situations où les utilisateurs transmettent un contenu erroné sans être conscients qu'ils diffusent des informations factuellement incorrectes. On parle de *désinformation* lorsque des utilisateurs diffusent sciemment et délibérément de fausses allégations. On parle de *discours de haine* lorsque des sentiments négatifs sont utilisés pour inciter à la violence. Le discours haineux constitue une menace directe pour la sûreté et la sécurité et contribue à réduire l'espace opérationnel des organisations humanitaires. Les opinions défavorables donnent un aperçu des perceptions du public qui peuvent potentiellement offrir un retour d'information constructif en matière de responsabilité pour les populations touchées que le secteur de l'aide cherche à servir.

Ce document est publié par Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport appartiennent uniquement à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation humanitaire à humanitaire (H2H) engagée envers les principes humanitaires. Ce document est financé et soutenu par le généreux soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'Union européenne. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent en aucune façon la position de l'USAID, du gouvernement américain ou de l'Union européenne qui ne sont pas responsables du contenu exprimé dans ce document.

Insecurity Insight. 2024. Surveillance des réseaux sociaux : protection de l'espace humanitaire au Burkina Faso juillet-septembre 2024. Switzerland: Insecurity Insight. bit.ly/BFASMMOct2024FR

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

Insecurity Insight

Funded by the European Union